Vous!

par Macif

Engagement | Territoires | Solidarité | Climat

(P)réparer le futur

#2

2024

Réenchanter les campagnes en déclin

SUJET PROPOSÉ PAR LES SOCIÉTAIRES • Vous! par Macif

La qualité de vie des habitants de certaines zones rurales se détériore à mesure que les services et les commerces de proximité disparaissent. Pour lutter contre ces inégalités, de nombreuses initiatives ont vu le jour, comme des foncières rurales soutenant la création de lieux de vie dans les centres bourgs ou des dispositifs itinérants offrant des consultations médicales ou du dépannage informatique dans les campagnes.

Par Hélène Brunet-Rivaillon – Illustration Kim Roselier

En moyenne, un Français sur trois vit à la campagne. Et, si ce mode de vie fait rêver par bien des aspects, notamment parce qu'il permet d'accéder plus facilement à la propriété et de profiter du grand air, le quotidien d'une bonne partie des ruraux est assez éloigné de l'image d'Épinal de la campagne joyeuse. Les déséquilibres sont parfois si importants entre les villes et les communes rurales que certains décrivent une « France à deux vitesses ». Lorsqu'il est question de « fractures territoriales », on oppose trop souvent les zones urbaines à la France rurale dans son ensemble. Or, toutes les campagnes ne sont pas logées à la même enseigne. Il y a de grandes disparités entre les communes rurales dynamiques et les autres. Dans son ouvrage intitulé *Ceux qui restent ; Faire sa vie dans les campagnes en déclin* (éd. La Découverte, 2019), tiré d'une enquête immersive dans le Grand Est, le sociologue Benoît Coquard explique bien cette dichotomie : « *Il existe d'un côté des milieux ruraux dits attractifs, qui se repeuplent et parviennent à attirer de nouveaux habitants et, de l'autre, des milieux ruraux qui se dépeuplent et s'appauvrissent.* » Les « *campagnes riches* » se situent, en général, dans les environs des littoraux touristiques, dans les territoires viticoles et dans « *toutes les régions rurales qui peuvent bénéficier de différentes manières de l'influence des grandes villes* », selon l'auteur. Il ajoute : « *On y retrouve une mixité sociale assez comparable à celle d'une ville moyenne.* » Ailleurs, dans ce qu'il désigne comme les « *campagnes en déclin* », il constate que la population diminue

« dans des proportions assez semblables au dernier exode rural d'après-guerre ». Et cette situation n'est pas sans conséquences. Progressivement, les commerces ferment dans ces villages qui se vident, faute de clientèle suffisante ou de repreneurs. Les services s'éloignent et les opportunités d'emplois se raréfient. Et tout cela conduit à une forte dégradation des conditions de vie des habitants de ces communes, privés d'épicerie, de bureau de poste, d'école, de médecin et de tant d'autres lieux nécessaires au bien-être, au vivre-ensemble et au bien vieillir. Benoît Coquard regrette ainsi la disparition des bistrots de villages, qui *« constituaient des lieux de sociabilité centraux »*.

Désormais, des distances importantes séparent la majorité des habitants de ces zones rurales délaissées de leurs lieux de travail, des centres médicaux, des commerces et des espaces de loisirs et de culture. Selon l'Insee*, en 2023, la moitié des actifs résidant dans une zone rurale parcourent 13 kilomètres ou plus pour se rendre sur leur lieu de travail. Et sur les vingt dernières années, la distance domicile travail a augmenté de moitié pour les zones rurales. Or, bien souvent, les communes concernées se trouvent en dehors des réseaux de transports en commun. La dépendance à la voiture est ainsi très forte et la mobilité conditionnée par la détention du permis de conduire, la possession d'un véhicule (souvent, plusieurs au sein d'une même famille) et la capacité de financer les frais de carburant et d'entretien, ainsi que l'assurance. Et cela impacte particulièrement l'autonomie des plus précaires, ainsi que les jeunes et les personnes âgées. À la campagne, le budget alloué au transport peut représenter jusqu'à 20 % des dépenses d'un ménage. C'est pourquoi certains ruraux se retrouvent dans une boucle infernale : sans revenus, ils n'ont pas les moyens de se déplacer, et sans solution de mobilité, ils ne peuvent accéder ni à l'emploi ni à la plupart des formations.

Combattre les déserts médicaux

Pour rendre le quotidien de ces Français plus vivable, beaucoup de projets ont émergé ces dernières années, parfois inspirés d'initiatives plus anciennes. La plus grande des injustices réside probablement dans l'absence d'accès aux soins à laquelle sont confrontés les ruraux non véhiculés résidant dans les « déserts médicaux », quand ils ne peuvent pas compter sur les solidarités familiales ou citoyennes pour se rendre dans les hôpitaux et chez les médecins en ville. C'est pourquoi des associations et des collectivités ont imaginé des cabinets médicaux itinérants qui vont à la rencontre des habitants des zones rurales. Dans l'agglomération d'Évreux, des médecins retraités reçoivent en consultation à bord du Doctobus, garé devant les salles des fêtes. Un Médicobus parcourt le département de l'Orme, un Gynécobus celui du Var et le camion Opti'soins, l'Auvergne. Et cela fait trois décennies qu'une Mammobile se promène sur les routes pour proposer un dépistage des cancers du sein. Le plan France Ruralité du gouvernement prévoit, d'ailleurs, le lancement de cent « médico-bus » avec des équipes de spécialistes envoyés dans des zones reculées et difficiles d'accès. Le mouvement Bouge ton CoQ, initié en 2020, a, pour sa part, lancé le dispositif Médecins solidaires : un système de roulement de médecins dans les villages.

La sociabilisation et le travail, qui vont parfois de pair, figurent aussi en bonne place parmi les enjeux liés à la fracture territoriale. D'où la nécessité de soutenir la création d'activités commerciales ou associatives, de commerces ou de tiers-lieux qui peuvent comprendre des recycleries, des fablabs (« laboratoire de fabrication » ouvert au public où différents types d'outils sont mis à sa disposition) ou des espaces de coworking (espace partagé qui permet d'avoir un lieu de travail flexible). Dans le Pas-de-Calais, l'association La Chartreuse de Neuville a investi un édifice patrimonial de 18 000 mètres carrés pour y déployer un chantier d'insertion professionnelle, un centre culturel, des résidences d'artistes, un incubateur de projets, ou encore, une boutique, avec l'objectif de favoriser les brassages de populations. À Arvieu, village aveyronnais perché à 800 mètres d'altitude, les habitants ont créé un espace partagé de 1 000 m^2 qui inclut un vaste coworking, une médiathèque, une agence postale et même une salle de spectacle ! Bouge ton CoQ coordonne aussi un programme intitulé Mon Epi, qui a déjà permis l'ouverture de 150 épiceries associatives en zone rurale.

Rouvrir des lieux de vie

Depuis 2018, dans le quart sud-est de la France, la foncière rurale et coopérative immobilière Villages vivants accompagne la réouverture de lieux de vie, marchands ou non, en tant que bailleur. Au total, elle a déjà investi 9 millions d'euros (issus de l'épargne citoyenne solidaire, de l'État, de la Caisse des Dépôts et Consignations, des banques et des fonds d'investissement de l'Économie Sociale et Solidaire) et contribué à ouvrir plus d'une vingtaine d'espaces,

Des associations et des collectivités ont imaginé des cabinets médicaux itinérants qui vont à la rencontre des habitants des zones rurales.

ce qui a entraîné la création de près de soixante-dix emplois. *« Ça va de la reprise d'une auberge ou d'un hôtel-restaurant, comme l'Auberge de Boffres en Ardèche et l'Hostel Quartier Libre dans le Vercors »*, détaille Thibault Berlingen, responsable de l'accompagnement des territoires Villages Vivants.
La foncière a aussi donné naissance à des ressourceries, à des épiceries coopératives ou associatives, à des petites unités de production comme des brasseries artisanales et à des espaces de vie sociale réservés aux échanges non marchands (par exemple, de la couture contre un cours de langue). Les locaux sont acquis par la foncière, puis elle les rénove, les met aux normes et les loue à des porteurs de projets sélectionnés en amont, dans le cadre de baux à loyers progressifs, pour favoriser la phase de démarrage. Que les bâtiments concernés soient des petits locaux de quelques mètres carrés avec des vitrines sur la rue ou des propriétés s'étendant sur plusieurs centaines de mètres carrés, ce qui importe à la foncière, c'est qu'ils soient cohérents avec le projet, et que le loyer escompté soit raisonnable au regard des activités envisagées. Villages Vivants s'est beaucoup inspiré du modèle de Terre de Liens, dédié à l'investissement solidaire agricole. Depuis, d'autres foncières du même type ont vu le jour dans l'Hexagone, à l'image de Bien Commun, à Toulouse, et celle lancée par l'Association Territoires et Innovation Sociale (ATIS) en Nouvelle-Aquitaine.

Lutter contre l'obsolescence programmée

Cyril Noury a 38 ans et, en quelques mois, il a acquis une certaine notoriété. Régulièrement invité dans les journaux télévisés et les émissions de radio, il a également participé au programme *Mission Réparation* sur RMC Découverte. Il faut dire que son entreprise, Informa'Truck, lancée il y a un peu plus de deux ans, fonctionne à plein régime car elle répond à un besoin répandu dans les campagnes : le dépannage informatique et électronique. Sa vingtaine de salariés, uniquement des travailleurs handicapés, sillonne les routes de France (principalement dans les départements du nord, pour l'instant) pour permettre aux habitants de rester connectés tout en luttant contre l'obsolescence programmée. *« Aujourd'hui, on couvre tout ce qui est ordinateurs, tablettes, téléphones et consoles de jeux »*, développe l'entrepreneur.
Les camions stationnent toutes les semaines, pendant une demi-journée, sur les parkings des supermarchés (Intermarché, Auchan, Cora, Carrefour et Lidl, pour l'heure), ce qui présente l'avantage, pour la clientèle, de pouvoir déposer son matériel à réparer et de le récupérer après avoir fait ses courses. Cyril Noury assure que le taux de réparation chez Informa'Truck est supérieur à 80 %. *« On a un peu plus de mille pièces détachées dans le camion, donc ça nous permet quand même de couvrir pas mal de pannes différentes »*, poursuit-il. L'entreprise étant labellisée QualiRépar, les clients peuvent bénéficier d'une aide de l'État allant jusqu'à 50 euros pour les interventions sur les ordinateurs. Bientôt, l'équipe va s'agrandir et augmenter sa flotte de camions pour couvrir un plus grand nombre de départements. Et les services vont s'étendre au petit électroménager portatif comme les aspirateurs balais et les micro-ondes. Informa'Truck a aussi noué des partenariats avec des municipalités, Emmaüs Connect et des CNFS (Conseillers numériques France services) afin de s'adresser à un maximum de personnes. Encore une preuve que, même s'il reste encore du travail, ça bouge déjà dans les campagnes. ●

*INSEE PREMIÈRE, N° 1948, 25 mai 2023